

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93ème régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 12 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAITEC

ZI - 5 boulevard Pascal
BP 177
85300 Challans

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2024 dans l'établissement SAITEC implanté ZI - 5 boulevard Pascal BP 177 85300 Challans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de l'incendie survenu le 10 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAITEC
- ZI - 5 boulevard Pascal BP 177 85300 Challans
- Code AIOT : 0006301185
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAITEC est autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2001 à produire des mousses polymères sur son site de Challans. Il comprend notamment des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 3410-h. Le site emploie environ 60 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'incendie survenu le 10 janvier 2024 n'a pas eu de conséquences significatives. Il est toutefois demandé à l'exploitant de rédiger un rapport d'incident et de transmettre les justificatifs de gestion des déchets produits lors de cet incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Autre, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 10 janvier 2024, vers 9h30, le groupe électrogène du site, situé dans un local extérieur dédié, à proximité de la limite sud du site, a subi un incendie. Selon les premiers éléments recueillis auprès de l'exploitant et du SDIS, l'incendie a été contenu par le personnel à l'aide d'un RIA et éteint par les services de secours, à l'aide du poteau d'incendie public situé à proximité et d'un émulseur.  Selon l'exploitant, le groupe électrogène pouvait contenir jusqu'à 800 l de fioul domestique. Une partie a brûlé et une partie s'est déversée sur le site, sur une zone imperméabilisée. L'incendie du groupe électrogène ne paraît pas avoir engendré une quantité significative de fumée. Lors de la visite, il a été constaté que les eaux polluées, mêlées à de la mousse d'extinction et à du fioul, ont été contenues sur site à l'aide de matériaux absorbants (panneaux de mousse polymère et copeaux de mousse polymère). Les traces d'écoulement s'arrêtent ainsi avant le point de rejet des eaux pluviales (au sud-est du site).



Une quantité résiduelle de mousse d'extinction non souillée a également été constatée sur le boulevard Pascal, à l'ouest du site, à partir du poteau d'incendie utilisé par le SDIS et sur environ 100 m.



Aucune conséquence significative, d'un point de vue humain, environnemental ou matériel, n'est à déplorer. Cet incendie correspond ainsi à un incident.

Compte tenu de ces éléments, et également du fait qu'aucun établissement sensible (école, maison de retraite, etc.) n'est situé en proximité immédiate du site, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à des analyses spécifiques dans l'environnement. Il n'est pas non plus jugé nécessaire d'imposer à l'exploitant des mesures d'urgence. Afin d'éviter toute pollution des eaux superficielles, il appartient néanmoins à l'exploitant de pomper les eaux polluées confinées et de récupérer la mousse d'extinction (y compris sur le boulevard Pascal) ainsi que les matériaux absorbants souillés, à des fins d'élimination, dans les plus brefs délais et dans tous les cas avant les prochaines pluies.

La rédaction d'un rapport d'incident n'étant imposé que sur demande de l'inspection des installations classées, aucun écart n'a, à ce jour, été constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de quinze jours, le **rapport d'incident** mentionné à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. Pour cela, l'exploitant est invité à utiliser le modèle disponible à l'adresse suivante : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre, dans les meilleurs délais, les **justificatifs d'élimination des déchets issus de cet incendie**, en particulier les eaux polluées, la mousse d'extinction (y compris sur le boulevard Pascal) et les matériaux absorbants souillés.

Type de suites proposées : Sans suite